

3337

Les anarchistes au pays de Tito

VOIR
PAGE 3

Contre la garde territoriale :

3^{me} FRONT !

Jules MOCH

le pourrisseur,
organise
la
délation

ASSE besogne, la garde du territoire ne pourra être assurée que par de basses consciences. Tous ceux dont l'idéal se limite à une gamelle bien garnie, l'ancien gendarme, l'ancien policier, l'adjouant en retraite vont accourir, heureux de l'aubaine. Jules Moch le pourrisseur vole au secours de Plevén l'impuissant. Et le gouvernement, pour survivre, va s'entourer d'un ramassis d'espions et d'indicateurs. Ils auront pour devoir d'enrichir les fichiers préfectoraux des noms des Staliniens et de ceux des hommes libres et décidés à ne plus subir l'enfermement et la mort, pour la satisfaction d'une patrie qui en trente ans a déjà englouti plus de deux millions d'êtres.

On sait que les cadres staliniens, en cas de guerre, formeront une redoutable 5^e colonne au profit de l'impérialisme russe.

On sait également qu'à côté de ces zélotes de la N.K.V.D., la vaste majorité du peuple, demeuré sain malgré les tentatives d'asservissement moral au bénéfice de l'Ouest ou de l'Est, en a assez des tueries périodiques. Et qu'un nombre impressionnant des inscrits ne répondra pas à l'appel en cas de mobilisation. Il s'agit donc d'aller au plus pressé.

Incapable de bâti des écoles, des maisons, incapables d'assurer aux travailleurs une existence décente, le gouvernement veut installer dans chaque village, dans chaque ville, chaque quartier un garde territorial, c'est-à-dire un délateur professionnel. La répugnante milice de Pétain renait de ses cendres.

*
Entre les volontés du peuple, volonté de mieux-être, de progrès, volonté de refus, volonté de libération encore inexprimée, diffusée mais réelle, entre ces volontés et les mythes de la patrie, de la fausse liberté démocratique et de la politique, le divorce s'accentue et devient un danger de plus en plus grave pour les gouvernements.

Corollaire indispensable à l'allongement du service militaire, les nouvelles mesures politiques tendent à juguler d'avance manifestations et mouvements que l'enfermement et la domination des miliciens et des adjoints risquent de provoquer. Sous couvert de défendre le territoire, on nous prépare sournoisement un avenir de camps de concentration et de casernes. Nous savons tous, et par expérience, que la démocratie, dès qu'elle pressent la moindre menace de révolte, se montre à visage découvert et ne recule devant aucune lèrocité pour défendre ses classes privilégiées. L'abominable traitement qu'elle inflige aux révolutionnaires espagnols en 37, aux libertaires, aux pacifistes qui refusèrent en 39 de se soumettre, est encore présent à toutes les mémoires. Casernes et camps de concentration avions-nous dit. C'est bien là la finalité de ce système étatique et capitaliste qui alors ne le cédera en rien à l'univers stalinien. Et ceci est encore une preuve que notre position : ni pour l'un ni pour l'autre est la seule conforme au véritable esprit révolutionnaire, la seule qui groupera les hommes libres au sein du 3^{me} FRONT.

Contre Jules Moch, contre Staline, contre Truman : 3^{me} FRONT PROLETARIEN.



LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 241
VENDREDI 6 OCTOBRE 1950
LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1885 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

LES TROIS MYSTÈRES DE LA GUERRE DE CORÉE

2^o En regard des avantages stratégiques incontestables qu'aurait apporté la victoire en Corée, les risques à courir étaient tellement considérables que le jeu n'en valait pas la chandelle. Ces risques étaient (et se sont concrétisés) :

a) Un démenti flagrant à la politique de paix de l'U.R.S.S.

b) L'occasion attendue par les dirigeants américains pour se lancer dans un réarmement massif.

c) Une leçon de guerre donnée aux adversaires et provoquant chez ceux-ci une révision complète de leur stratégie à la lumière des batailles coréennes.

3^o L'inexistence de l'aviation et de la marine dans l'armée Nord-Coréenne la voulut inéluctablement à la défaite dans le cas d'une réaction militaire américaine.

Ces considérations ont été très certainement à l'origine des craintes de guerre immédiate qui déferlèrent sur le monde à partir du 25 juin. En effet,

Le jour où la politique de Staline sera connue, la guerre de Corée apparaîtra sans doute comme une des sanglantes étapes de l'impérialisme soviétique. Aujourd'hui, nous en sommes encore réduits à poser des questions, à échafauder des suppositions autour de faits diplomatiques et stratégiques dont les causes demeurent plongées dans l'obscurité.

Ce que l'on pourrait appeler les trois mystères de la guerre coréenne se résume ainsi :

1^o Pourquoi Staline a-t-il quitté l'O.N.U. en janvier 1950, alors que sa présence dans cet organisme lui eût permis, en usant de son droit de veto, de paralyser l'action du Conseil de Sécurité en faveur des « Sudistes ». De pousser les U.S.A. à agir seuls, de les contraindre à passer outre la passivité forcée de l'O.N.U., afin qu'ils en soient les saboteurs ?

seule la volonté de déclencher les hostilités générales pouvait expliquer une entreprise aussi hasardeuse qui, alors, n'aurait plus été qu'une provocation, un prétexte.

Or, l'U.R.S.S. visiblement fait marche arrière. Elle est revenue à l'O.N.U., elle lance des ballons d'essai, aurait

proposé un armistice, suspend ses attaques contre Tito et par la voix de Malik suggère une rencontre entre les principaux dirigeants de la Russie et des Etats-Unis.

La propagande stalinienne

Dans l'arsenal politico-stratégique du Kremlin, une place de choix est réservée à la propagande. A cause de son étiquette : « Pays du socialisme », l'U.R.S.S. ne peut pas ne pas tenir compte de l'opinion mondiale, surtout de celle des pays non soumis à la férule de Staline. Mais cette obligation implique le mensonge perpétuel, la ruse, la calomnie, la dissimulation et, par conséquent, la gêne du masque socialiste sur la face du dictateur. Mais tout cela est largement compensé par l'existence des partis communistes internationaux et leurs nombreuses filiales : Partisans de la Paix, associations diverses, etc., et qui sont autant de chevaux de Troie.

Or, on ne peut soutenir raisonnablement que l'affaire de Corée a été avantageuse pour cette propagande, que le thème « agression américaine » a été pris au sérieux. Il n'y a que les imbéciles et les aveugles pour nier l'évidence.

La démission de Wallace du parti progressiste américain symbolise parfaitement les sentiments qu'ont éprouvé nombre de ceux qui croient encore au mythe : pays du socialisme, des sympathisants, des intellectuels en mal de stabilité.

Certes, nous n'allons pas assister à une élection de démission au sein des P.C. Mais autour de ces P.C., le vide risque fort de s'approfondir, dans cer-

taines couches sociales moyennes où ils ont des prolongements, des franges larges, leur influence a dû subir, le 25 juin, un recul certain et extrêmement préjudiciable en France où les élections législatives sont proches. D'autre part, la politique dite de paix de l'U.R.S.S., spectaculairement démentie malgré sa neu-

tralité de surface, a laissé le champ libre pour la formation spontanée, non d'une psychose de guerre type 1914, mais d'un climat permettant le réarmement massif. Le renversement de l'opinion américaine est à ce sujet fort significatif.

Le réarmement

Il est inutile de se perdre en conjectures sur les mobiles qui ont poussé Staline à allumer la guerre entre un satellite russe et un satellite américain. Toutes les explications données à ce sujet s'avèrent puériles : user la force militaire américaine, s'assurer une base stratégique importante, vaincre le complexe de l'encerclement, autant de réponses qui ne satisfaient pas l'esprit. Apparemment, la seule réponse valable de toutes ces questions est celle qui propose une erreur de la part de Staline. Une erreur énorme, tellement énorme qu'elle en devient inadmissible.

(Suite page 2, col. 1.)

La guerre, selon les diplomates et les militaires

Une des premières idées qui devrait traverser l'esprit d'un homme de bon sens est que la paix continue ne peut être possible qu'à partir du moment où l'opinion publique de chaque pays impose à son Etat respectif un désarmement total portant à la fois sur les armes navales, aériennes et terrestres. Les spécialistes militaires et les économistes ont des aperçus concordants sur ce point.

Les militaires estiment que la guerre est une chose normale. Elle est un moyen d'arriver à une fin, la possibilité pour un Etat d'imposer sa volonté oblige de le relever de ses ruminances d'équilibre. D'autres estiment que la guerre est la transposition de la lutte pour la vie à une échelle internationale, d'autres enfin que c'est le seul moyen d'imposer le droit.

Les économistes de leur côté après avoir tourné laborieusement autour du problème, soupesant leurs intérêts de classe et la permanence de la puissance des Etats, estiment que le dérangement intégral soulèverait des difficultés énormes, modifierait la carte économique d'un pays et déclencherait une crise de chômage et de débouchés.

Chômage de millions d'ouvriers qui vivent du travail que leur procure les arsenaux, les chantiers de constructions navales, les entreprises aéronautiques à des fins militaires, chômage double de la fermeture de débouchés frappant la production métallurgique.

Car ils écartent de leurs hypothèses comme utopique le fait d'employer les travailleurs à des choses plus utiles et plus pacifiques.

En réalité nous pouvons dire que l'idée de la limitation ou de la réduc-

tion des armements, à plus forte raison de la suppression, est absolument étrangère aux préoccupations des Etats car la nature de l'Etat est non seulement de résister par la force à la subversion éventuelle de ses sujets mais aussi de prévenir l'agression d'un autre Etat en mal d'espace vital ou de préparer une agression.

Les Etats qui ont bénéficié historiquement du partage du monde estiment définitivement ce partage et ils armement pour défendre ce qu'ils appellent leur sécurité. C'est le cas des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France.

Les Etats qui s'estiment lésés par ce partage séculaire essaient de recouvrir les moyens pour le contester par d'autres moyens que les moyens diplomatiques.

C'est le cas de la Chine, de l'Indochine, de l'Indonésie, de l'Inde, de l'Afrique du Nord.

Et les grands arbitres de cette opération restent les ETATS-UNIS et l'U.R.S.S.

Les Etats-Unis prennent fait et cause pour les Etats forts, l'U.R.S.S. pour les Etats faibles. C'est la discrimination des Etats ploutocratiques et des Etats prolétariens qui renait dont le fascisme et l'hitlerisme firent leur cheval de bataille.

Nous savons où tout cela peut nous mener. Qu'on limite l'importance des armées, la masse du matériel de guerre, le tonnage des bâtiments, cela limitera peut-être la violence et la durée de la guerre, mais ne l'empêchera pas. D'ailleurs on sait par expérience que non seulement les conférences réunies pour limiter les armements n'atteignent pas leurs objectifs mais

(Suite page 4, col. 3.)

Chaque semaine, ami lecteur, nous essayons de t'apporter un bol d'air pur; nous dégagons du fatras des mensonges, des sophismes, des nouvelles tendancieuses, ce qui — tu le sais bien — est la vérité. Mais as-tu songé un instant à quel travail opiniâtre sont astreints les responsables du « Lib » ? As-tu songé que tous sont bénévoles, qu'ils sacrifient leurs rares loisirs, leurs nuits souvent à l'incessant travail de documentation, de rédaction, de classement ? As-tu songé qu'un journal de même format édité par

TU DOIS

une entreprise commerciale exige au moins trois dactylos, six rédacteurs, un archiviste, un directeur, un rédacteur en chef et un capital de roulement d'au moins deux millions ?

Certes, ces responsables sont heureux et fiers d'assumer leur tâche. Ils luttent pour eux, pour leur idéal et du même coup pour toi. Alors, puisque tu peux aider le « Lib » à vaincre les difficultés financières qui risquent de l'étrangler, tu dois l'aider ! Et dès aujourd'hui, tu rechercheras et tu trouveras un abonné. Si chacun en fait autant, dans un mois le « Lib » comptera 5.000 abonnés, il sera plus varié, plus riche, mieux documenté, plus important, et son existence sera définitivement assurée. Ami lecteur, tu peux, donc tu dois !

Non seulement ils se vendent, avec une bonne foi désarmante, à qui veut les acheter, sans souci de leur patron de la veille, non seulement ils apparaissent ainsi comme les laquais de toutes les réactions, mais encore ils se montrent une fois pour toutes incapables de s'établir à leur compte. On se souvient de l'échec total de ce rassemblement Démocratique Ré-

volutionnaire où ils ont essayé de se regrouper, de leur impuissance à élaborer un programme et à définir une action, de leur éclatement en poussières bientôt balayées par l'attraction des Impérialismes.

En fait, les démocrates de gauche se sont montrés partout incapables d'opter pour le seul camp solide, homogène, clair : le camp du Proletariat en lutte contre ses exploiteurs. Les démocrates « de gôche » ne sont pas les derniers à ce jeu de passe-passe, et les blocs impérialistes comptent précisément sur les démocrates « de gôche » pour brouiller les cartes dans le camp des volontés révolutionnaires.

Car s'il n'y a pour ainsi dire pas de « collaborateur » qui n'ait eu « son » juif, il n'y a pas non plus de dictature, de régime policier et d'exploitation, qui n'ait son démonie avancé. Pour un peu, on se les achèterait au marché noir comme on s'achète des certificats de Résistance. Le maréchal Staline a ses « Partisans de la Paix », associations diverses, etc., et qui sont autant de chevaux de Troie.

Or, on ne peut soutenir raisonnablement que l'affaire de Corée a été avantageuse pour cette propagande, que le thème « agression américaine » a été pris au sérieux. Il n'y a que les imbéciles et les aveugles pour nier l'évidence.

La démission de Wallace du parti progressiste américain symbolise parfaitement les sentiments qu'ont éprouvé nombre de ceux qui croient encore au mythe : pays du socialisme, des sympathisants, des intellectuels en mal de stabilité.

Certes, nous n'allons pas assister à une élection de démission au sein des P.C. Mais autour de ces P.C., le vide risque fort de s'approfondir, dans cer-

taines couches sociales moyennes où ils ont des prolongements, des franges larges, leur influence a dû subir, le 25 juin, un recul certain et extrêmement préjudiciable en France où les élections législatives sont proches. D'autre part, la politique dite de paix de l'U.R.S.S., spectaculairement démentie malgré sa neu-

tralité de surface, a laissé le champ libre pour la formation spontanée, non d'une psychose de guerre type 1914, mais d'un climat permettant le réarmement massif. Le renversement de l'opinion américaine est à ce sujet fort significatif.

Le réarmement

Il est inutile de se perdre en conjectures sur les mobiles qui ont poussé Staline à allumer la guerre entre un satellite russe et un satellite américain. Toutes les explications données à ce sujet s'avèrent puériles : user la force militaire américaine, s'assurer une base stratégique importante, vaincre le complexe de l'encerclement, autant de réponses qui ne satisfaient pas l'esprit. Apparemment, la seule réponse valable de toutes ces questions est celle qui propose une erreur de la part de Staline. Une erreur énorme, tellement énorme qu'elle en devient inadmissible.

(Suite page 2, col. 1.)

LE FESTIVAL DES GIROUETTES

D certain nombre d'équivoques bien que d'autrui se plaisent à en créer sans cesse de nouvelles. On s'ingénie ainsi d'une part à dénoncer les impostures de la politique internationale, de l'autre à mettre sur pied de nouveaux escamotages. Les démocrates « de gôche » ne sont pas les derniers à ce jeu de passe-passe, et les blocs impérialistes comptent précisément sur les démocrates « de gôche » pour brouiller les cartes dans le camp des volontés révolutionnaires.

Car s'il n'y a pour ainsi dire pas de « collaborateur » qui n'ait eu « son » juif, il n'y a pas non plus de dictature, de régime policier et d'exploitation, qui n'ait son démonie avancé. Pour un peu, on se les achèterait au marché noir comme on s'achète des certificats de Résistance. Le maréchal Staline a ses « Partisans de la Paix », et toute une gamme d'enfants de cheur qui s'étend jusqu'aux Amicales de pêcheurs à la ligne. Le maréchal Tito, lui, possède ses « Démocrates Révolutionnaires » (assez mal en point, il faut le dire), ses Trotskystes bien stylés (que sa presse injurie d'ailleurs à longueur de colonnes), et la firme « Cassou, Ziliacous and C° ». Le président Truman possède aussi ses « Démocrates Révolutionnaires » (Roussel et ses amis) et ses « syndicalistes » édentés, bureaucraties subventionnées par Mr. Irving Brown, dispensateur de la manne américaine pour l'Europe.

A chaque fois qu'il y a un coche à prendre, une conscience à acheter, un Etat à soutenir, une exploitation à justifier, une anerie à proférer, on peut être sûr que la démocratie de gauche sera sur les rangs. Elle est tellement invertébrée qu'elle s'apprécie avec la plus grande facilité sur les vertébrés des autres. Elle passe d'un camp à l'autre avec une si grande virtuosité qu'on ne sait jamais très bien où en sont ses représentants. M. Cassou, stalinien le lendemain; M. Roussel est successivement trotskyste en France, stalinien en Allemagne pour se retrouver trumanien. On pourra composer un dictionnaire des girouettes de la taille du « Lib ». Et ils hurlent à toute occasion qu'ils représentent l'avenir, qu'ils défendent à la fois le socialisme et la liberté, et ils ne manquent pas de taxer de sectarisme ceux qui refusent de les suivre dans leurs évolutions burlesques.

Non seulement ils se vendent, avec une bonne foi désarmante, à qui veut les acheter, sans souci de leur patron de la veille, non seulement ils apparaissent ainsi comme les laquais de toutes les réactions, mais encore ils se montrent une fois pour toutes incapables de s'établir à leur compte. On se souvient de l'échec total de ce rassemblement Démocratique Ré-

Rend MICHEL

LES RÉFLEXES DU PASSANT



Compromis

PAUWELS dans « Combat » du 18 septembre, nous apprend, à propos de la réglementation des salaires, « que la force de vivre de compromis, on finit par compromettre les chances mêmes de la vie ».

Voilà une forte pensée. Une vérité qui pour moi a été d'une certaine utilité bien que les réflexions qu'elle me suggère ne peuvent être hélas, qu'une platitude conforme à ma source d'inspiration.

Le salaire, qu'il soit élevé ou de misère, est toujours insuffisant parce que toujours amputé de cette fameuse plus-value destinée à la fabrication des Smadja et autres multimilliardaires. Celui qui le reçoit accepte simplement d'être volé. A l'opposé de ceux qui ne

peuvent pas de compromis, il ne se compromet pas. Ainsi, MM. Goh et Cie, les généraux (dont on ne parle plus), les autres, tous les autres qui ont barboté dans le scandale de la Cour des Comptes ne trouvent leurs chances de vie que dans le compromis. Voilà ce que Pauwels a oublié. Mais peut-être a-t-il peur de se compromettre ? Peut-être ignore-t-il que la « disparition » du juge Delatire n'est qu'un compromis entre l'Elysée et la rue Beauvois ? Et que « Combat » n'est autre chose qu'un compromis entre ce qu'il faut dire et ce qu'il faut ne pas dire, entre la défense des salariés et la défense d'un planteur tunisien de « Combat » ?

Donc, le compromis est partout. On pourra même affirmer que tout n'est qu'un vaste compromis, quelque chose de gigantesque et de bouteux, ni figure ni raisin, ni mûre, ni femelle et que nous acceptons faute de mieux. Et parce que nous le voulons bien ! Parce que nous voulons bien être des compromis. Parfaitement ! Promis au percepteur, d'abord, à la caserne ensuite et pour finir, aux holocaustes « libérateurs ». A moins que nous disions : non. Tranquille, mais tous en chœur. Non aux compromis, aux demi-mesures et au simili « Combat » qui veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes et un salaire suffisant pour un gage de libération.

OLIVE.

Guerre de Corée

(Suite de la première page)

Elle aurait en effet provoqué non l'affaiblissement du potentiel américain, mais son renforcement dans des proportions telles que si un tournant imprévisible et d'une importance historique n'intervient pas dans la politique internationale, dans deux ou trois ans le retard militaire américain sur son concurrent russe sera largement comblé.

Donc, il ne peut s'agir d'une erreur. On serait plutôt tenté de croire que la course aux armements a été froidelement provoquée par le Kremlin en vue d'atteindre des objectifs encore lointains, dont l'un serait peut-être une accélération de la décadence des démocraties capitalistes. D'ailleurs, l'absence à l'O.N.U. de l'U.R.S.S. au moment où celle-ci préparait la guerre de Corée ne fut certainement pas accidentelle comme certains commentateurs le prétendent, faute d'une explication plus acceptable, mais CERTAINEMENT VOLUBLE. Cette absence s'inscrit sans nul doute dans un vaste plan d'ensemble dont nous ne percevons que quelques détails.

Une coïncidence

Dans son éditorial de « L'Aube », Baudat s'empresse déjà d'affirmer que « ... la riposte énergique et hasardée qui a fait face à l'offensive communiste de Corée n'a eu aucun des inconvénients que prévoient les fanatiques de la concession, mais elle a fortament consolidé la paix ». On essaie ainsi de nous

faire croire que la défaite des Nord-Coréens a amené Staline à résipiscience. Ce schéma simpliste qui s'identifie au ridicule : « Si vive pacem para bellum », peut se justifier, pour des esprits superficiels, par le synchronisme des événements de Corée et de la politique soviétique :

15 septembre : Débarquement d'Inchon.

16 septembre : L'U.R.S.S. ferait des propositions en vue de mettre fin à la guerre froide.

17 septembre : Pékin proposera « médiation ».

21 septembre : Vichinski proclame à l'O.N.U. : « Il faut conclure un pacte de paix ».

26 septembre : Malik, vice-ministre des Affaires étrangères russes propose une « rencontre entre les principaux dirigeants russes et américains » (Staline-Truman).

28 septembre : La victoire des troupes U.S.A. ne fait plus de doute. « L'offensive » de paix de Staline non plus.

Cependant, rien ne nous autorise à penser que dans le cas d'une victoire des « Nordistes », l'attitude du Kremlin est été différente de ce qu'elle est présentement ; également rien ne nous autorise d'affirmer que cette attitude est directement déterminée par le succès de Mac-Arthur. A l'échelle de l'antagonisme des deux colosses, la guerre de Corée n'est qu'un mince épisode, le réarmement de l'Allemagne en passe d'être imposé par Washington, le principe accepté d'une armée européenne à commandement unique concrètement militairement la coalition occidentale, élargissant la cassure entre les deux blocs et ne peuvent qu'accélérer un processus aboutissant fatalément à la confrontation.

La tentation de Staline que pourrait provoquer la faiblesse militaire des U.S.A. est aussi dangereuse que les U.S.A. armés jusqu'aux dents. Une nation (et à fortiori un groupe de nations) peut rester indéfiniment sur pied de guerre. Quant à espérer qu'un équilibre de forces en présence permettrait d'aplanir les différences, c'est forcément croire au désarmement général, c'est réhabiliter les sornettes de Locarno, c'est croire enfin que la paix et la justice sont possibles dans un monde qui, d'un côté comme de l'autre, ne se maintient que par la force brutale ou la force camouflée.

Le tentation de Staline que pourrait provoquer la faiblesse militaire des U.S.A. est aussi dangereuse que les U.S.A. armés jusqu'aux dents. Une nation (et à fortiori un groupe de nations) peut rester indéfiniment sur pied de guerre. Quant à espérer qu'un équilibre de forces en présence permettrait d'aplanir les différences, c'est forcément croire au désarmement général, c'est réhabiliter les sornettes de Locarno, c'est croire enfin que la paix et la justice sont possibles dans un monde qui, d'un côté comme de l'autre, ne se maintient que par la force brutale ou la force camouflée.

Le dimanche 24 septembre, P.-O. Lapie, ministre de l'E.N., a annoncé qu'il demanderait à son collègue du Budget, un programme d'urgence de 20 milliards, pour les constructions scolaires. Cela signifie que si les services de la rue de Rivoli acceptent ce chiffre — ce qui reste à débattre — 7 milliards seront consacrés au prochain au renouvellement de nos écoles !

Le crédit supplémentaire est évidemment dérisoire pour faire face à tous les besoins... D'autant plus que (comme le confirme d'ailleurs l'enquête de Combat) le problème reste posé, car tous les projets se heurtent à l'extrême urgence des réalisations nécessaires. L'année prochaine, il sera trop tard. (6).

La direction de l'Enseignement, elle, a adopté une position qui ne fait que renforcer cette certitude. Nous apprenons en effet que :

« L'état critique des locaux scolaires a motivé l'envoi de directives de la Direction de l'Enseignement, d'une part,

10^e REGION

TOULOUSE. — Le groupe se réunit les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, à 21 heures, dans les Sports, boulevard de Strasbourg.

LIBRAIRIE, documentation.

11^e REGION

BOURGOGNE. — Librairie sociale, Tous les vendredis, Vieille Bourse, 21^e rue Lalande, 22, de 10 h. à 12 h.

On y trouve livres, brochures et toutes les presses.

12^e REGION

NARBONNE. — Réunion très importante du groupe le vendredi 22 septembre, à 21 heures, local habituel.

13^e REGION

MARSEILLE-CENTRE.

Le « cours du Maréchal » révolutionnaire, reconnaissable le vendredi 29 septembre 1950, à 19 h. dans la C.N.T., vieille Bourse du Travail, rue de l'Académie, Marseille. Il aura lieu tous les vendredis.

Ce cours, en plus des séances ordinaires, comprendra des visites de musées, usines, granges, usines, etc., et des conférences pratiques, etc. Il est ouvert à toutes les personnes voulant faire ou participer leur éducation révolutionnaire et qui s'engagent moralement à suivre ponctuellement ce cours, ou à fournir aux responsables de ce cours les motifs de leur absence.

Se faire inscrire, 12, rue Pavillon, à Marseille, auprès du camarade Couronne, les mercredis et samedis, de 18 à 19 heures. La Commission administrative.

NICE — Groupe « Elysée Redus ».

Les Intellectuels et la Question sociale, causerie-débat, le 12 octobre, à 21 heures, salle du premier étage, au Café de Lyon, avenue de la Victoire.

LEVALLOIS - ENVIRONS, PARIS - 17^e (GROUPE D'INTRUTI). — Réunion à retrouvée : vendredi 6 octobre, 21 heures, au « Vieux Normand » (face métro Rome).

Ordre du jour : 1^e Réorganisation interne; 2^e Conseil régional; 3^e Questions diverses.

SECTEUR OUEST — COLOMBES

Prochaine réunion du secteur, le dimanche 8 octobre 1950, au lieu habituel, à 9 h. 1/2.

Présence indispensable des délégués de groupe (carte exigée à l'entrée).

GROUPE D'ASNIERES

Réunion publique et contre-spectacle à Asnières, salle du Centre administratif, place de la Mairie, le vendredi 20 octobre 1950, à 21 heures : « L'indépendance du camping », « Du camp de loisir aux camps de concentration », avec Joe Lauer et divers orateurs des organisations de camping.

LEVALLOIS - ENVIRONS, PARIS - 17^e (GROUPE D'INTRUTI). — Réunion à retrouvée : vendredi 6 octobre, 21 heures, au « Vieux Normand » (face métro Rome).

Ordre du jour : 1^e Réorganisation interne; 2^e Conseil régional; 3^e Questions diverses.

AVIS AUX GROUPES

Tous les communiqués doivent nous parvenir le lundi dernier délai.

LES RÉFLEXES DU PASSANT

Compromis

Le C.R.I.A. a un besoin urgent de traiducteur (particulièrement pour l'espagnol) et de facteurs bénévoles. Faire aux camarades parler une langue étrangère et aux camarades sachant taper à la machine de laisser leur nom et adresse à la permanence. S'adresser O.R.I.A., 145, quai de Valmy.

La bataille de l'Enseignement

IL FAUT CHOISIR :

Des écoles ou des bombes

aux mairies, d'autre part, aux établissements intéressés.

Ces circulaires précisent que toutes les inscriptions devront être acceptées par les services compétents des mairies. Ceci n'implique pas que toutes les candidatures seront en définitive retenues.

En effet, ces textes indiquent aux institutrices et institutrices qu'au cas où leur école ne disposerait pas de classes suffisantes, un tri devrait alors être effectué dans les conditions suivantes :

- 1) La priorité devra être accordée aux enfants les plus âgés (5 ou 6 ans);
- 2) Aux familles nécessiteuses ou à celles dont la mère est tenue à l'extérieur par son travail.

En réalité, il aurait fallu cette année de 400 à 500 classes nouvelles dans le seul département de la Seine : on en a créé en tout et pour tout 400 pour l'ensemble du territoire !

Sur un autre plan, dans le même ordre d'idées, on annonce que :

Trois centres régionaux d'éducation physique vont fermer au 1^{er} octobre. Et avec ces centres de Tours, Nancy et Besançon seraient supprimés les lieux d'éducation populaire de Romagne, Terreiro et Annecy. Et, ce qui est plus grave, les écoles nationales de maîtres d'éducation physique de Joinville et de Quincy.

TROISIÈME QUESTION : QUE FAIRE ?

Ces chiffres et ces faits nous semblent assez éloquents pour affirmer qu'il est indispensable, quelle que soit la position des syndicats, d'organiser immédiatement une contre-offensive populaire : il s'agit de comprendre et de faire comprendre que ce sabotage de l'Education Nationale est lié à la préparation à la guerre, que la seule position raisonnable reste celle que nous préconisons : une fois le choix effectué entre des écoles ou des bombes, s'organiser pour mener le combat. Il faut comprendre, comme l'affirme A. Laprade, dans *Monde Ouvrier*, que les enfants risquent de ne pouvoir recevoir le bagage indispensable qui leur sera nécessaire dans leur vie de travail, dans leur vie de militant ouvrier, pour comprendre et agir en face des grands problèmes qui se poseront à eux. Nous devons avoir conscience que ce problème des locaux scolaires insuffisants ou vétustes pose toute la question de l'enseignement et de savoir combien le capitalisme a intéressé à saper à la base l'éducation de nos gosses pour que demain ils ne puissent pas le combattre avec efficacité.

Pour notre part, nous sommes depuis longtemps décidés à combattre sans relâche cette phase de la préparation à la guerre, et c'est pour cela que nous appelons à mener avec nous l'action qui s'impose : Partout il est possible de créer ou de renforcer l'opposition à cette manœuvre ; partout les anarchistes seront au premier rang de ce *Troisième Front des hommes libres*, contre l'Etat et contre les démagogues.

CHARLES.

UNE DÉCISION DES ENSEIGNANTS DE LA SARTHE

La Commission administrative paritaire (administration et délégués du personnel enseignant) de la Sarthe a décidé, à l'unanimité, au cours de sa réunion du 18 septembre, de refuser de procéder à l'examen de la troisième tranche des mutations du personnel enseignant. Les représentants du personnel ont en outre donné leur démission de membres de cette Commission, en signe de protestation contre la non-création des 20 postes indispensables. Les représentants de l'administration s'abstiennent de participer aux travaux éventuels de ladite commission.

APPEL URGENT

Pour tout ce qui concerne la préparation de l'action collective et concertée à mener, écrire d'urgence à la Commission de liaison des Educateurs Anarchistes, Secrétariat National à l'Education, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

(i) Dans le département de la Sarthe, au cours d'examens radioscopiques en 1948-49, 113 maîtres sur 1.474 ont été reconnus atteints de lésions tuberculeuses, anciennes ou récentes. Les congés de longue durée pour maladie mentale sont nombreux, les congés de maladie fréquents, les faibles crédits de suppléance rapidement épousés.

(2) Voir *Monde Ouvrier* du 15 septembre.

(3) Voir le *Libertaire* du 16 juin 1950.

(4) *Franc-Tireur* du 22 septembre.

(5) Dans le Secondaire, d'après R. Bay, Secrétaire du Syndicat National de l'Enseignement du Second degré, les Etablissements publics ne peuvent accueillir que 53 % des élèves, le reste, 47 % va à l'enseignement privé (Dans *Franc-Tireur* du 28-9-50).

(6) *Combat*, du 26 septembre 1950.

UN STAGE DE LA C.E.L.

FREINET A PARIS

Nos lecteurs ont certainement eu connaissance, ne serait-ce que par nos articles, de l'existence de ce courant vers une pédagogie inspirée de principes libertaires, qui, en France, a surtout été propulsé par un mouvement d'instituteurs animé par C. Freinet : La Coopérative de l'Enseignement laïc.

On sait que la C.E.L. composée uniquement d'enseignants du « primaire », s'est donné pour tâche de propager un certain nombre de principes et de techniques éducatifs, afin de permettre à tous les instituteurs qui le désirent de se mettre au courant des acquisitions de la pédagogie moderne, aussi bien sur le plan théorique que sur celui de la pratique scolaire. La C.E.L. s'est ainsi organisée pour fournir aide et conseils à tous les enseignants qui ont compris la nécessité fondrière de l'école autoritaire et pourrieuse d'aujourd'hui : Des livres, des brochures, des revues, du matériel d'imprimerie, des limographes, des fichiers scolaires coopératifs, des livres d'enfants et pour enfants, des disques, sont tenus à leur disposition, et ils se trouvent, de la sorte, très rapidement engagés, avec d'autres camarades, dans le combat scientifique contre ce fléau du siècle, auquel les enfants n'échappent pas : la contrainte, tant physique que mentale.

En effet, loin d'accabler les enfants par le rabâchage de notions périlleuses, ou pour le moins inutiles, les éducateurs qui utilisent la méthode Freinet, s'efforcent au contraire, de donner aux enfants des « instruments de travail », des « méthodes de recherches », qui leur permettent de déterminer eux-mêmes l'objet de leur activité..

Or C. Freinet vient justement de passer quelques jours à Paris, à l'occasion d'un stage du C.E.L., les 20, 21, 22, et 23 septembre. Grâce à sa bienveillance, il nous a été possible de vivre les dernières heures sur stage, avec les stagiaires eux-mêmes, en pleine action et de

CULTURE ET RÉVOLUTION

LES ANARCHISTES AU PAYS DE TITO

De l'agriculture à l'industrialisation

En Yougoslavie, avant la « libération » fièrement qualifiée en ce pays de « nationale », l'agriculture était la base de toute l'économie. Plus de 80 % de la population vivait du produit de la terre.

La plus importante de l'industrie — assez peu développée à cette époque — était aux mains du capital étranger. A savoir pour les industries de première nécessité : énergie électrique 60 %, charbon 55 %, sucre 46 %, bauxite 100 %, métallurgie 90 %, textile 61 %, cuivre entièrement monopolisé par le capital français jusqu'à 1938-1939 et ensuite, durant l'occupation, par le capital allemand, le plomb par les firmes anglaises et les pétroles de Slovénie — à débit moyen — par Shell et la Standard Oil Co. Après la formation de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie — dans un délai relativement court — contrairement à ce qui se fit dans les démocraties populaires et la Chine de Mao Tsé Tung, toutes ces industries de base furent nationalisées. Si cette décision ne donna pas le jour aux Soviets de la Russie de 1917, elle n'en expropria pas moins, en partie, les capitalistes nationaux, et intégralement les étrangers. Nous disons en partie pour les capitalistes nationaux, car pour la Yougoslavie se posait sérieusement le problème de la formation de cadres directeurs et techniques. Et là où le directeur n'était pas simplement actionnaire — mais gérant de son entreprise — il était maintenu à son poste, au titre de fonctionnaire. La réorganisation de l'industrie — endommagée par la guerre — et son développement déterminé par les ambitions du Plan quinquennal nécessitaient un transfert de main-d'œuvre agricole en main-d'œuvre industrielle. La majeure partie des cadres ayant fui le pays, il fallut faire appel à des ingénieurs allemands et français (quoi qu'en dise le gouvernement, car nous en avons rencontré) et aux quelques techniciens qui demeuraient, pour assurer la relève et la formation technique de ces nouveaux effectifs. Ces ingénieurs étrangers jouissaient en Yougoslavie d'une situation privilégiée. Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls, nous le constaterons plus tard.

Les salaires

Les travailleurs sont divisés en trois catégories, se rapportant à la qualité ou la quantité du travail produit : R 1, R 2 et R 3. Ces divisions sont identiques pour les cartes de rationnement.

Le salaire le plus couramment payé est de 3.000 dinars par mois — nombreux sont ceux qui ne gagnent que 2.500, 2.600 et 2.800 dinars. Nous avons en notre possession le bulletin de paie d'une balaïeuse, qui porte un salaire mensuel de 2.600 dinars, ce qui est bien en dessous du minimum vital — il en existe un — lequel est fixé par le gouvernement à 2.800 dinars pour les employés de bureau et 3.200 dinars pour les travailleurs manuels.

Les salaires des ingénieurs et directeurs sont fixes — d'après les déclarations officielles — en moyenne à 8.000 dinars. Pourtant le directeur de l'usine Rade Koncar nous déclara toucher 9.000 dinars, et celui du barrage de Jablanica 11.000 dinars par mois. Nous n'avons pu déterminer avec précision le salaire réel des ingénieurs et directeurs, mais nous avons eu la confirmation que des coopératives à tarifs spéciaux leur étaient réservées — ce qui augmente considérablement leur pouvoir d'achat.

Il existe d'ailleurs des coopératives et des cantines différentes pour chaque catégorie (travailleurs, ouvriers, soldats, officiers, policiers, etc...) dans lesquelles les prix baissent à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie des ionctions.

Toutefois, le salaire du travailleur peut aller jusqu'à 10.000 dinars, 15.000 et même 20.000 dinars pour les célèbres ouvriers (travailleurs de choc), nous disait le dirigeant du syndicat de la République de Croatie. Ceci est possible, mais nous n'avons jamais eu confirmation. Un mouleur désigné 7 fois travailleur de choc, nous a déclaré ne toucher que 9.000 dinars et selon lui, il était un des mieux payés de son entreprise.

ESSAIS ET PHILOSOPHIE

HAN RYNER : Crédulité, 180 fr. (210 fr.) ; Dans le mortier, 180 fr. (210 fr.) ; Amaut ou tyran, 180 fr. (210 fr.) ; Soignez le vaste, 180 fr. (210 fr.) ; La souffrance, 180 fr. (210 fr.) ; Boule d'or, 180 fr. (210 fr.) ; La tour des peuples, 280 fr. (310 fr.) ; Les apparitions d'Ahavérus, 75 fr. (105 fr.) ; Le père Diogène, 75 fr. (105 fr.) ; Chambre de France, 75 fr. (105 fr.) ; L'amour plus que tout, 75 fr. (105 fr.) ; Le sphinx rouge, 180 fr. (180 fr.) ; La vie éternelle, 75 fr. (105 fr.) ; Jeanne d'Arc et sa mère, 200 fr. (330 fr.) ; Déterminisme et libéralisme, 200 fr. (30 fr.) ; Les orgies sous la montagne, 280 fr. (310 fr.) ; MAX STINER : L'unique et sa propétie, 325 fr. (355 fr.) ; MULTATULI : Paganas selectas, 40 fr. (55 fr.) ; R. ASSO : Le sixième évangile, 300 fr. (330 fr.).

EDUCATION SEXUELLE ET NEO-MALTHUSIANISME

J. MARESTAN : Education sexuelle, 250 fr. (280 fr.) ; Docteur NAGUI RIAID : Le bonheur intérieur, 390 fr. (435 fr.) ; J. DEVALDES : La maternité consciente, 75 fr. (105 fr.) ; J.-M. LAHY : Du clan primitif au couple mo-

I. - La réalité Yougoslave

Une grande enquête du "Lib" par Joë LANEN

La lecture des publications officielles de l'ambassade yougoslave est insuffisante pour se faire une idée précise des conditions de vie des travailleurs. En dehors de vagues généralités et des dernières trouvailles lumineuses des « penseurs » du bureau politique, on y chercherait en vain des données statistiques sérieuses sur les salaires, les prix, les détails du rationnement ou sur les différentes couches sociales qui composent la Yougoslavie nouvelle. « Tanjug » disait bien que l'échelle hiérarchique des salaires était du rapport de 1 à 4, sans toutefois préciser qu'il ne s'agissait que des seuls ouvriers. Pourtant ces indications de base sont indispensables pour percer l'éénigme yougoslave. Ce sera l'objet de notre premier article.

Precisons avant d'aborder notre sujet que nos investigations se firent sans entraves — avec une liberté quasi complète d'action — sauf en ce qui concerne les camps de concentration sur lesquels les pouvoirs officiels se sont montrés des plus chatoitieux et réticents. Les autorités yougoslaves mirent un point d'honneur à répondre à toutes nos nombreuses questions, voire même à les solliciter. En effet, leur premier souci fut de démontrer la « vérité » sur leur pays. Cette vérité, la voici :

Inspiration stakanoviste

A l'image de l'URSS. — dans laquelle les maîtres de la Yougoslavie ont largement puisé — le système du rendement par les normes est à la base de la rétribution du travail. Cela est justifié nous a-t-on dit, par le fait que la Yougoslavie étant socialiste, les travailleurs sont directement intéressés à la production : celui qui produit plus reçoit davantage. C'est la conséquence du fameux slogan stalinien : « A chacun selon ses capacités ».

Dans cette compétition les travailleurs expérimentés ou ayant fréquenté les usines de pays plus modernisés, sont indiscutablement avantageés. Il existe deux sortes de normes : les normes techniques qui s'appliquent aux cadres et à la maîtrise, et les normes d'expérience réservées aux ouvriers qualifiés ou non. Celui qui dépasse la norme technique de 10 %, ou la norme d'expérience de 20 % est ouvrière selon la loi. On remarquera la distinction qui est faite entre le travailleur manuel qui produit et la maîtrise qui fait produire.

Les « Oudarniks » sont beaucoup plus des éléments de propagande qu'une réalité vivante. En effet, en consultant le barème de production, qui est affiché dans chaque atelier de

l'usine Rade Koncar, nous avons constaté que sur un effectif de près de 300 ouvriers, une douzaine seulement dépassait la norme — et celui d'entre eux qui avait produit le plus, gagnait un petit drapeau rouge qu'il pouvait suspendre avec orgueil au-dessus de sa machine, ou chez lui aux côtés des portraits de sa famille et du chef bien-aimé de rigueur. Signalons que quelques ouvriers seulement n'avaient pas réalisé les normes. Ce qui signifiait une diminution de leur salaire de 10 %.

Lorsque plusieurs ouvriers d'un même atelier ont dépassé les normes — 120 % par exemple — le processus est le même que dans toute société capitaliste ou stalinienne, ces 120 % deviennent alors les 100 % pour tout le monde, sans que pour cela il s'ensuive une augmentation de salaire. On dit bien, dans les brochures de propagande, qu'en raison de l'augmentation de la production les produits deviennent meilleur marché, et qu'ainsi le pouvoir d'achat est relativement revalorisé.

Il existe un procédé fort singulier pour dépasser les normes — en principe la journée de travail est de 8 heures — mais l'ouvrier peut en faire plus. Ces heures ne sont pas comptées comme supplémentaires, mais la production effectuée est alors calculée sur 8 heures — horaire normal de l'atelier. Ainsi les normes sont largement dépassées sans pour autant l'ouvrier ait accéléré sa cadence. Ceci a été affirmé par de nombreux témoins.

L'un des membres de la « Brigade Renault » demandait aux dirigeants du syndicat à Zagreb, s'il existait une différence entre le système Stakanoviste et le système Oudarnik de la Yougoslavie. La réponse vaut son pesant de médailles, nous vous la donnons en intenso : « le système Stakanoviste, en Russie, s'appuie

sur la science de Marx Engels, chez nous le système Oudarnik s'appuie également sur la science de Marx Engels ». Cette réponse illustre le degré d'éducation des dirigeants yougoslaves, dont le verbiage est truffé de ces clichés, qu'ils sont d'autre part tout à fait incapables de commenter intelligemment.

Les Oudarniks, nouvelle aristocratie ouvrière — sont les piliers du régime. L'Etat fait d'ailleurs tout ce qu'il peut pour cimenter ces piliers. Ils bénéficient d'avantages considérables parmi lesquels : vacances annuelles plus longues (de 20 à 30 jours) tickets supplémentaires de nourriture tous les mois, primes de rendement (vacances d'été, 30 points de textile en plus par an, priorité dans les coopératives et dans les « queues » au cinéma). Ils sont les seuls parmi les ouvriers, à avoir droit aux maisons de repos où ils ne paient rien (le tarif du séjour varie selon le degré de « choc » du travailleur) et enfin priorité pour de meilleurs logements. Peut-on éviter, dans ces con-

ditions l'hostilité du travailleur à l'égard des ouvriers ? d'autant plus que ceux-ci jouent bénévolement dans la plupart des cas, le rôle de mouchards dans l'entreprise. Leur mépris pour « ceux qui ne veulent rien faire » est absolument révoltant. Les médaillés qu'ils portent fierement dans tous leurs déplacements, ne sont pas un des traits les moins caractéristiques de leur mentalité.

Contrat et livret de travail obligatoires

La loi oblige les travailleurs à signer un contrat de travail de 3 à 6 mois, ou 1 an et plus. Pour un contrat de longue durée, le signataire bénéficie d'avantages spéciaux. De plus, chacun est tenu de posséder un livret de travail, sur lequel sont consignées toutes les entreprises où il fut employé. On n'arrive généralement pas pourquois l'ouvrier a quitté son dernier emploi, mais un simple coup de téléphone est suffisant. Les fiches individuelles qui portent le détail du comportement de l'ouvrier (discipline, production, abséisme, etc...) constituent de véritables dossiers de police. En outre, le travailleur ne peut quitter son entreprise sans l'autorisation préalable du directeur, du syndicat et de la Commission Economique Supérieure, ce qui est extrêmement difficile à obtenir. Par contre, l'entreprise peut déplacer à sa guise le travailleur sans que celui-ci ne puisse protester. Il sera muni à cet effet d'un sauf-conduit qu'il est indispensable de posséder pour pouvoir prendre le train sans risquer de se faire arrêter par la milice ferroviaire.

(A suivre.)

Dans le prochain numéro :
LES PRIX, L'ARMÉE,
LA POLICE

PORTUGAL 1950

(Suite et fin)

Les allocations familiales s'élèvent à environ 1.000 francs par tête sans que le taux augmente avec le nombre d'enfants — les assurances sociales sont organisées uniformément, mais

laissées à « l'initiative » et à la « bonne volonté » des patrons, de sorte que les remboursements sont peu sûrs et fantaisistes. Quelques tentatives de grèves ont été punies de prison. Il n'y a pas d'allocation de chômage, malgré un main-d'œuvre trop nombreuse et un travail souvent saisonnier.

Le coût des moyens de transports, des vêtements est sensiblement le même qu'en France, mais les loyers sont beaucoup plus élevés. Les « Maisons sociales » sont des maisonnnettes destinées aux ouvriers dont le loyer est moins cher, mais elles n'existent qu'en très petit nombre.

La classe la plus pauvre et la plus nombreuse, est composée de pêcheurs, d'ouvriers et de paysans, dont les salaires varient entre 6.000 et 12.000 francs par mois. Leur nourriture de base est composée de poisson (morue séchée et sardines grillées), de pommes de terre ou de riz et de pain de seigle. Quant au lait, assez rare, les enfants en sont privés trop tôt, leur teint gris, leur aïne moins cher, mais elles n'existent qu'en très petit nombre.

La classe moyenne — peu nombreuse et résidant dans les grandes villes — est formée d'employés, fonctionnaires, petits commerçants. Le salaire du bureaucrat oscille entre 14 et 20.000 francs par mois, et il ne peut vivre que très difficilement, à salaire égal, plus mal qu'en France.

La classe très riche, composée de fabricants de porto, de grands propriétaires fonciers, a un mode de vie semblable dans tous les pays. Les Jésuites dirigeants effectifs du Portugal, comprennent aussi parmi les possédants des grandes propriétés rurales.

Il est bien évident que pour maintenir chacun à sa place, il n'est pas souhaitable de donner à la classe la plus pauvre une instruction et une culture qui pourraient être dangereuses pour le régime. C'est pourquoi l'âge limite de la scolarité obligatoire et gratuite est fixé à 10 ans. Il y a lieu de tenir compte de la pauvreté des parents et penser que bien souvent les enfants sont retirés de l'école avant cet âge et mis à travailler, de sorte que le nombre des analphabètes est très élevé, et qu'il est impossible à un enfant de 10 ans travaillant toute la journée d'acquérir

l'instruction qui lui fait défaut tant pour améliorer son sort que pour sa culture sociale future.

Les jardins d'enfants sont très peu nombreux (3 ou 4 pour tout le Portugal) et ne sont guère mieux aménagés que nos écoles maternelles modernes.

Les enfants d'âge scolaire appartiennent obligatoirement à la « Jeunesse portugaise » et ensuite, facultativement, à la « Légion portugaise » à tendance politique plus nettement marquée en faveur du régime.

Les jeunes ouvriers et employés, après leur travail ne disposent pas d'argent pour s'offrir des distractions. Ils

Une organisation de camping fonctionne depuis 1941. Elle est constituée de 55 groupes fédérés depuis 1945 et compte environ 5.000 adhérents de 20 à 25 ans en moyenne, mais sans limite d'âge, avec 60 % de garçons et 40 % de filles. Ces dernières viennent très rarement seules, la plupart sont les femmes ou les enfants des adhérents.

Cette organisation possède un local très coquet, aménagé par les campements eux-mêmes. Il s'y tient des réunions-débats, une bonne bibliothèque, des vitrines de naturalistes amateurs, ping-pongs, etc... Tout ceci donne une impression très favorable sur l'activité et l'évolution de ces jeunes qui semblent de loin en avance sur les autres.

Les autorités voient d'un œil mauvais ce développement de ce mouvement et de séries difficultés financières surgissent fréquemment.

A la ville comme à la campagne, la condition féminine est soit très pénible, soit très étriquée.

Les femmes pauvres travaillent à des tâches très dures : ce sont elles qui déchargeant les bateaux de charbon à l'aide de panniers qu'elles portent sur leur tête. On les aperçoit également la truelle à la main, travaillant comme macons sur les échaufaudages. Elles se livrent à des travaux de déménagement en équilibrant sur leur tête de véritables tour d'objets hétéroclites, parfois très lourds. Nous conserverons toujours le souvenir de cette petite femme pieds nus, trotinant sur les pavés pointus, portant gracieusement sur sa tête une grosse machine à coudre. Les marchandes ambulantes lourdement chargées de denrées et de légumes donnent ce que

les livres et les brochures appellent pudiquement « couleur locale » — « pittoresque ». Bien entendu, elles n'ont aucune place dans la vie sociale.

Le manque d'instruction et d'information des classes pauvres et leur totale ignorance des conditions sociales à l'étranger, n'empêche pas un assez grand mécontentement de s'exprimer. Les Portugais ne craignent pas de dire que leurs salaires sont insuffisants, et la vie beaucoup trop difficile. Ils se plaignent également du manque de liberté et soulignent que tous ceux qui tentent de créer une organisation révolutionnaire contre le gouvernement sont immédiatement emprisonnés.

Cependant, il existe un semblant de démocratie et un simulacre de consultation de l'opinion publique. Deux partis sont en présence : un conservateur — l'autre d'opposition (pas bien méchant d'ailleurs) mais qui a recueilli un grand nombre de suffrages.

Malgré cela, l'opinion rencontrée fréquemment est que Salazar est seulement le Président du Conseil, vivant en asile — mais mal entouré et mal conseillé. Jamais nous n'avons entendu la moindre critique directe contre lui, et au Portugal comme dans bien d'autres pays, on se contente de ronchonner en soi sans avoir conscience de la nécessité de se grouper et sans but révolutionnaire réel. La menace de la prison, la proximité d'une Espagne encore plus misérable et terrorisée qui verrait certainement d'un très mauvais œil son plus proche et petit voisin s'orienter dans des voies révolutionnaires, constituent pour le Portugal de très graves obstacles à toute évolution.

En tenant compte de la dictature existante, des menaces de prison, du manque d'instruction et de culture sociale, du peu de fréquentation des grands ports qui pourraient être des centres révolutionnaires, du médiocre développement industriel, on a peu d'espérance de voir le Portugal s'engager dans une voie révolutionnaire ou même de simple revendication de salaire.

Nous sommes revenus de ce pays, anarchistes, sympathisants ou indifférents qui composaient le groupe avec un grand sentiment d'impuissance et aussi de honte, surtout devant les misérables gosses rencontrés partout et qui ont peu de chance de voir leur sort s'améliorer dans l'avenir.

Gisèle.

RESTAN : Nora ou la cité interdite, 225 fr. (255 fr.) — IDA VAN DE LEEN : La hulotte, 300 fr. (330 fr.)

Prise d'ajout 25 francs si vous déposez que notre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, le colis n'est pas recommandé. Nous pouvons, si vous le souhaitez, faire un envoi contre remboursement. Tous vos mandats doivent être adressés au C.C.P. 5072-44 Paris, Etienne Guillemau, 145 Quai de Valmy, Paris (10^e).

Cette semaine vous lirez avec plaisir :

LE DIEU DES TÉNÈBRES de A. Koestler, I. Silone, R. Wright, A. Gide, L. Fischer, S. Spender 480 fr. franco. Rec. 550 francs C.C.P. Ets Guillemau 5072-44

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

EN PAYS MINIER

UN CADAVRE PAR JOUR!

Telle était la conclusion de notre article « accidents » du travail, écrit à propos du sauvetage de 7 mineurs de la fosse Agache, enlevés pendant neuf heures à 480 mètres de profondeur, et de la mort d'un mineur polonais à la suite d'une explosion qui s'était produite au siège 6 de la mine Bruay, dans le Pas-de-Calais. Or, depuis lors, les faits n'ont pu que confirmer nos avertissements. Et, il s'agit une fois de plus, de tirer les leçons des deuils qui ont accablé le pays minier, tant en France qu'en Grande-Bretagne :

Le 19 juillet à la mine « La Clarence », Étage 1880, un moteur écrasa le mineur Tummenel, d'Auchel. Il décéda à l'hôpital le même jour.

Le 7 septembre 1950, 128 mineurs de la mine de Knockshinnock-Castle avaient été emmûrs à 300 mètres sous terre par un effondrement de terrain ; 116 d'entre eux purent être remontés à la surface après trois jours d'ensevelissement.

Le 25 septembre 1950, à Harnes, fosse 21 des mines Courrières, 2 mineurs furent enlevés. Un seul survécu.

Le 26 septembre 1950, 80 mineurs sont morts carbonisés dans une mine située à Creswell, dans le comté de Nottingham, après que le feu se fut déclaré dans une galerie.

Des équipes de secours avaient vainement tenté pendant les dernières sept heures de délivrer les hommes emmûrs, mais leurs efforts n'ont pas été couronnés de succès.

On s'est empressé de fournir pour expliquer la catastrophe, l'explication suivante : Les sauveteurs auraient déclaré que les mineurs étaient morts à une centaine de mètres d'un endroit où ils auraient pu être sauvés. Si les hommes n'avaient pas pris le temps de mettre leur chemise et leur veste lorsque le signal d'alarme a été donné, ils auraient pu, semble-t-il, échapper à leur sort.

Peut-être serait-il plus sérieux de se référer aux causes initiales de l'accident.

Celui-ci serait du à l'échauffement d'une courroie de transmission en caoutchouc. Activées par les courants d'air, les flammes, après avoir léché la boîte

Le 15 juillet 1949, le « Libertaire » passait devant la 11^e Chambre correctionnelle de Paris pour avoir défendu le droit des mineurs à faire grève, pour avoir demandé aux autres travailleurs de les soutenir en déclenchant la grève générale expropriatrice et gestionnaire. Et naturellement, nous étions condamnés.

Or, depuis cette date, depuis l'accident qui coûta la vie aux 111 mineurs de Centrale, dans l'Etat de l'Illinois (U.S.A.), aux 13 mineurs victimes du coup de grisou qui se produisit le 26 mars 1946 à la fosse d'Oignies, à tant d'autres aussi bien en France, qu'en Belgique, en Allemagne, qu'en Afrique du Sud, aux U.S.A. qu'en Haute-Silésie, la liste des victimes est longue. En France, les décrets Lacoste ont aggravé la situation.

Mais nos camarades savent bien que ce n'est pas fini, que les mêmes causes reproduisent inéfablement les mêmes effets.

nous n'avons jamais cessé de défendre (1). Les mineurs savent :

• que la plupart de leurs dirigeants syndicaux voient dans la grève un instrument pour leur politique ;

• que l'ETAT veut écraser ces mouvements et que la victime sera la classe ouvrière tout entière, car l'ETAT est leur patron, le patron féroce donné par les nationalisations et qu'ils trouvent en face d'eux, comme au temps de Briand et de Clemenceau, les forces de répression, dirigées cette fois par un ministre socialiste ;

• que de leur côté, les partis inféodés aux Etats ne peuvent que les trahir... Il s'agit donc de passer à une action véritable :

• remplacer les dirigeants syndicaux politiciens par des délégués sous contrôle et formant à tous les échelons des comités de grève responsables ;

• appeler les travailleurs à l'union pour la grève gestionnaire, c'est-à-dire, en ce qui concerne les mines, la réalisation du mot d'ordre : La mine aux mineurs, pour le service de la communauté ;

• renforcer la lutte contre la préparation à la guerre dont la hausse des prix est la conséquence immédiate, en participant, sans se laisser entraîner à défendre l'un ou l'autre bloc impérialiste, au 3^e Front révolutionnaire qui préconise la Fédération Anarchiste.

Charles DEVANCON.

N.B. — Se mettre en rapport avec la Commission Syndicale de la F.A., 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

(1) Voir le « Libertaire » n° 123.

ALERTE A LA S.N.C.F.

CONTRE LES LICENCIEMENTS : les 40 heures UN SEUL MOYEN : la grève gestionnaire

MINISTRES, députés, directeurs, profiteurs de tous poils, ont réenfourché leur dada, histoire de détourner l'attention du public : on exhume à nouveau le déficit de la S.N.C.F. et la partie à la crème de sa nécessaire réorganisation. Déjà, une quantité d'auxiliaires sont limogés. Car personne n'en doute : ce sont ces pauvres gens, au mirifique salaire de 10 à 18.000 francs par mois, qui sont les responsables du trou de cent milliards.

Il y a vingt-sept mille auxiliaires, environ, à la S.N.C.F. Mais il y a quinze mille retraitables, l'âge de la retraite étant 55 ans. Cependant, on commence d'abord par balayer les premiers. Cela se conçoit, car une bonne partie des retraitables sont justement dans les échelles supérieures. Ils se défendent en présentant l'argument des propositions du ministre, qui dépassent leurs intérêts. C'est pourquoi on se trouve devant un projet relevant l'âge de la retraite de cinq ans et prévoyant le licenciement « avec préjudice » des agents, n'ayant pas quinze ans. Ce projet resserre sérieusement l'échelle hiérarchique, qui va du coefficient 120 au coefficient 456, le maximum du traitement étant atteint en 15 ans. C'est un document très utile, que nos camarades devront conserver précieusement.

On y lit : « Ils se moquent de nous, ces ministres, en fonction et ces dirigeants de la S.N.C.F. Ils auraient d'autres arguments s'ils étaient obligés de subvenir à leurs besoins avec des traitements de l'ordre de ceux que nous publions pour les cheminots des échelles 1 à 6. Ce sont les ministres et la direction de la S.N.C.F. qui sont responsables de la situation actuelle... Nous pouvons obtenir satisfaction, cela ne dépend pas uniquement de la bonne volonté du ministre, cela dépend de nous, de l'action de tous les cheminots. Nous dépend de chaque cheminot qui doit faire l'argumentation des salaires de la suppression des abattements de zones de l'entretien de l'échelle mobile des traitements, son syndicat personnel. Mais il faut se rappeler que rien ne se fait sans lutte ».

Bien ça. Seulement, ce ne sont pas seulement les ministres « en fonction » qui y faut prendre à partie. Ceux qui ne le sont plus, en fonction, ceux qui espèrent l'être encore, on aussi, et combien largement, leur part de responsabilité.

Ce n'est pas seulement aujourd'hui qu'il faut commencer à protester. C'était en 45, en 46, en 47, qu'il fallait dire cela, qu'il fallait faire ces propositions. Mais en ces temps d'euphorie, ceux qui parlaient d'échelle mobile étaient des imbéciles, ceux qui se battaient pour le resserrement de la hiérarchie des salaires étaient des vendus, ceux qui demandaient les vingt-quatre jours de congé étaient des fainéants. On était traité parce qu'on demandait l'application de la semaine de 40 heures. On se faisait passer la figure par ce qu'on dénonçait les primes au rendement comme les pourvoyeuses futures des bureaux de chômage. Maintenant que le mal est fait, qu'il est bien fait, il faut remédier, que les ouvriers des basses échelles paient les erreurs d'avant-garde sectaire des dirigeants d'alors, comment veut-on entraîner la masse derrière un projet qui, dans la situation actuelle de la S.N.C.F., paraîtra redoutablement démagogique aux timorés ? C'est été si facile, avec un peu de bonne volonté, il y a quatre ans, quand la S.N.C.F. était prospère. A quoi bon rappeler encore les paroles de Thorez, de Dupuy, de Héaff, de Thorez, de Lecocq, etc., en ces années de lutte à outrance en faveur de la hiérarchie, où ceux qui parlaient de grève étaient trainés dans la boue. Nous avions prévu ce qui arrive aujourd'hui.

Facile victoire aux relents de misère, qui nous fait pas sourire. Nous aurions préféré voir les événements nous donner tort. Mais nous savions trop que NOUS AVIONS RAISON. C'est pourquoi nous étions si désespérément acharnés. Quatre ans après, la note est là, et ceux qui ont brisé l'élan ouvrier ne paieront pas la casse.

On notera que le supplément à « La Tribune » dit plus loin : « Aux traitements indiqués, s'ajoutent les primes de travail... » Alors quoi, la leçon n'est pas suffisante ? On y tient encore à ces primes de rendement ? Stakhanovisme pour les uns, productivité pour les autres, mais au bout du compte : chômage toujours, il y a des gens qui ont la tête dure...

★

Les mois qui viennent seront difficiles pour le personnel de la S.N.C.F. On peut s'attendre à de durs marchandages. Car personne ne veut prendre le problème par le bon bout. Il serait ridicule de nier que certains services sont pléthoriques, actuellement. C'est pas en s'hypnotisant sur les retraitables qu'on en sortira. C'est entendu. Il faut réorganiser les transports dans un plan d'ensemble. Mais ce ne sera pas suffisant pour résorber l'excédent d'effectifs.

Il n'y a qu'une solution : réclamer à cor et à cris l'application immédiate des 40 HEURES. Et comme il n'y a pas d'autre moyen pour les obtenir, il faut prévoir et organiser la grève à outrance. Non pas la grève habituelle, avec le public sur les dos et les mercantis de la route comme des poux sur notre misère. Mais la grève en transportant gratuitement les usagers. Nous disons : grève gestionnaire. Appelé ça autrement si vous voulez. Il n'y a que le résultat qui compte.

Nous n'avons pas à savoir si c'est une question internationale, si le gouvernement est déjà embêté, si les cheminots ne peuvent demander seuls les 40 heures.

Ce que nous savons, c'est que le chômage est réel, qu'il va s'amplifier, qu'il y a des milliards gâchés pour une guerre que personne ne veut sol-sidant faire, que des fortunes scandaleuses s'établissent sur nos cadavres futurs, et sur la sous-exploitation générale du prolétariat, que les prix augmentent, que les salaires sont de plus en plus importants, que les parasites pullulent et que les députés ont un million cinq cent mille francs par an et autant de congé qu'ils veulent. Ce que nous savons, c'est qu'il suffira que les cheminots demandent les 40 heures pour que les autres suivent.

Ce que nous savons, c'est que nous ne voulons plus du « travail à la crève ».

Les cheminots ne marcheront pas pour n'importe quoi, avec n'importe qui. Ils sont prêts à passer l'éponge pour une action commune en dehors de tout mot d'ordre politique.

Nous sommes d'accord avec l'échelle de traitements proposée par la C.G.T. En attendant mieux, c'est-à-dire un resserrement hiérarchique plus énergique par le haut. A condition qu'on supprime les « primes de travail », et qu'on lutte de suite pour les 40 heures. Avec maintien des droits acquis.

Mais ceux de nos camarades qui sont au Cartel d'Unification syndicaliste des Cheminots n'oublieront pas, eux, qu'ils ont un programme autrement intéressant.

Et qu'ils n'ont pas grand' chose à attendre de tous les pontifices.

★

La fermeture des mines de Plaisance

UNITÉ DANS L'ACTION

1. Les faits

On a beaucoup parlé de la fermeture des mines de Plaisance. Personne n'a cru, et les 230 mineurs directement touchés croient encore rêver. Pourtant, la réalité est là, adverse, brutale : malgré l'envoi d'une délégation syndicale, les mines de Plaisance vont fermer. Eh oui, le gouvernement passe outre aux délégations, tâches de signatures, interventions grandiloquentes (et électorales) à la Chambre. Le ministre l'a dit : la fermeture de Plaisance fait partie d'un plan dont il ne porte pas la responsabilité !

Or, cet acte est un arbitraire odieux : Les cadres comme les ouvriers sont bien sûr que les richesses souterraines sont loin d'être épuisées ; des couches fraîchement découvertes sont loin d'être épuisées. La production et le rendement sont supérieurs à ceux de 1938 (180 t contre 150), et l'on sait qu'aujourd'hui, déjà, les activités réalisent des apprêts bénéfiques. Cette situation pose donc un véritable problème. Il faut en trouver la solution : toutes les manœuvres se sont révélées inutiles, or, les ouvriers veulent continuer l'exploitation de Plaisance. Ils le disent, ils le crient, mais en réalité, ils ne savent que faire. Il convient donc d'étudier les différentes possibilités qui s'offrent à eux :

II. La solution

Face à l'attaque gouvernementale, les mineurs ont le choix entre deux méthodes d'action directe : la grève sur le tas

LA GUERRE

(Suite de la première page)

qu'à contraindre les portes-paroles des Etats au contraire de la révolution, lesquels sont autorisés. La cause de la différence de régime n'a rien de scientifique, mais viendrait parait-il, de ce qu'un certain ministre en exercice depuis 1944, doit à l'hospitalité d'un de ces fabricants d'avoir échappé à la Gestapo. Cette reconnaissance est peut-être louable (et si rare pour un ministre), mais nous aurions pensé que l'hygiène et la santé étaient assurées d'une manière plus étudiée.

Cette « Défense de la Santé Publique » prend toute sa signification dans un récent débat à la Chambre, où la liberté n'a pas été rendue au pastis, mais bien que les richesses souterraines sont loin d'être épuisées ; des couches fraîchement découvertes sont loin d'être épuisées. La production et le rendement sont supérieurs à ceux de 1938 (180 t contre 150), et l'on sait qu'aujourd'hui, déjà, les activités réalisent des apprêts bénéfiques. Cette situation pose donc un véritable problème. Il faut en trouver la solution : toutes les manœuvres se sont révélées inutiles, or, les ouvriers veulent continuer l'exploitation de Plaisance. Ils le disent, ils le crient, mais en réalité, ils ne savent que faire. Il convient donc d'étudier les différentes possibilités qui s'offrent à eux :

II. La solution

Face à l'attaque gouvernementale, les mineurs ont le choix entre deux méthodes d'action directe : la grève sur le tas

LA GUERRE

(Suite de la première page)

qu'à contraindre les portes-paroles des Etats au contraire de la révolution, lesquels sont autorisés. La cause de la différence de régime n'a rien de scientifique, mais viendrait parait-il, de ce qu'un certain ministre en exercice depuis 1944, doit à l'hospitalité d'un de ces fabricants d'avoir échappé à la Gestapo. Cette reconnaissance est peut-être louable (et si rare pour un ministre), mais nous aurions pensé que l'hygiène et la santé étaient assurées d'une manière plus étudiée.

Cette « Défense de la Santé Publique » prend toute sa signification dans un récent débat à la Chambre, où la liberté n'a pas été rendue au pastis, mais bien que les richesses souterraines sont loin d'être épuisées ; des couches fraîchement découvertes sont loin d'être épuisées. La production et le rendement sont supérieurs à ceux de 1938 (180 t contre 150), et l'on sait qu'aujourd'hui, déjà, les activités réalisent des apprêts bénéfiques. Cette situation pose donc un véritable problème. Il faut en trouver la solution : toutes les manœuvres se sont révélées inutiles, or, les ouvriers veulent continuer l'exploitation de Plaisance. Ils le disent, ils le crient, mais en réalité, ils ne savent que faire. Il convient donc d'étudier les différentes possibilités qui s'offrent à eux :

II. La solution

Face à l'attaque gouvernementale, les mineurs ont le choix entre deux méthodes d'action directe : la grève sur le tas

LA GUERRE

(Suite de la première page)

qu'à contraindre les portes-paroles des Etats au contraire de la révolution, lesquels sont autorisés. La cause de la différence de régime n'a rien de scientifique, mais viendrait parait-il, de ce qu'un certain ministre en exercice depuis 1944, doit à l'hospitalité d'un de ces fabricants d'avoir échappé à la Gestapo. Cette reconnaissance est peut-être louable (et si rare pour un ministre), mais nous aurions pensé que l'hygiène et la santé étaient assurées d'une manière plus étudiée.

Qu'ont fait les diverses organisations syndicales pour parer à cela ? F.O. est testé dans l'ombre. Les autonomes sont intervenus (peine perdue) auprès du Conseil d'administration des Houillères du Bassin des Cévennes. La C.G.T. a fait des discours, des grèves d'une heure et

ZINOPOLOUS.

A LIGNY-LES-AIRES

Le 1^{er} octobre eut lieu, à Ligny-les-Aires, un énorme meeting avec le concours de témoins de tous les partis. Le maire d'Estrées lui-même affirmait que : « La fermeture des puits aura, à brève échéance, des conséquences catastrophiques sur la vie économique d'une dizaine de communes. Privés de la clientèle des mineurs, les commerçants devront fermer leurs magasins et les budgets des municipalités souffriront considérablement de cette situation. »

Les mutations ont déjà commencé. Une cinquantaine de mineurs ont été transplantés avec leurs meubles dans le groupe de Valenciennes.

« La fermeture des fosses a été fixée à aujourd'hui. Hier matin les sièges 2 et 3 ont encore extrait du charbon, mais les ouvriers du poste de l'après-midi ont procédé au premier démantèlement. »

Que nos camarades mineurs soient convaincus que ni les débats des conseillers généraux et des députés, ni les télégrammes au ministre ne sont susceptibles d'être efficaces. Une seule voie pour le maintien de l'exploitation des puits 2 et 3 de Ligny, celle de l'action révolutionnaire : La grève

gestionnaire les mènera à la victoire, mais qu'ils sachent que demain, il se fait trop tard... LERIN.

LA SEXUALITÉ

à travers les âges

« Crapouillot », qui annonce une nouvelle édition revue et augmentée de son fameux « Dictionnaire d'argot », publie, en attendant, un numéro spécial sur « La sexualité ». Il comprend de curieuses études sur la virginité, l'adulté, la prostitution et les

Les ÉDITIONS BRESSANES présentent :

Le Gang des Basculeurs de Légendes

Paul RASSINIER

LE MENSONGE D'ULYSSE

Regard sur la littérature concentrationnaire

(La première étude critique sur ce sujet jusqu'ici tabou)

Préface d'Albert PARAZ

Un fort volume de 240 pages, sur beau papier in-16
Jésus, présentation N. R. F. : 315 fr. — Franco : 350 fr.

Chez votre libraire habituel, chez l'éditeur, à Bourg,
8, place de l'Hôtel-de-Ville, C. C. P. Lyon 2560-16, ou chez
l'auteur, à Mâcon, 45, rue de Lyon, C. C. P. Lyon 724-98.

Pour éviter les frais de correspondance, en cas de
commande directe à l'éditeur ou à l'auteur, utiliser le
talon du mandat C. C. P.

En 45, l'Europe a vu l'explosion de la littérature la plus basse
qu'elle ait jamais subie. Honte, écœurement. Heureusement, tout
cela est illisible et rien n'en restera...

La croute terrestre en est à vif pour des siècles. J'ai failli
me faire assassiner trois fois hier, rien que pour avoir soumis
le texte de Rassinier à des voisins, le tout en marchant à peu
près à cent mètres de chez moi.

Seul un extraordinaire masochiste peut s'aviser d'écrire
maintenant que les témoignages sur les chambres à gaz ne sont
pas tout à fait assez concluants, pour son goût, qu'il n'y en
a qu'un seul dans la littérature concentrationnaire, celui de Weiss,
mais encore rapporté en seconde main, et que personne
n'a pensé à interroger ce Weiss d'une manière sérieuse qui
puisse être retenue par un historien.

C'est de la dynamite. Une femme que je croyais à moitié
saine d'esprit s'est mise à vociférer derrière moi. Heureusement
pour mes os, elle le faisait dans une langue étrangère où revenait
dix fois le mot nazi jeté à ma tête avec des « pfouï » et des
sifflements démentiels. Il lui faudra des semaines pour s'en
remettre.

Je me suis esquivé habilement, faisant un détour par les
écoles, j'ai sonné chez Reilhac qui n'a pas trop tiqué en lisant
le texte où il dépistait la méthode marxiste — il a le flair —
mais m'a assuré, olympien, que la chose était démontrée, les
coupables ayant avoué au tribunal de Nuremberg.

Vous allez voir comme il est facile encore de nos jours de se
faire aplati. Vous pensez bien qu'à Nuremberg on aurait pu
pendre tout le monde dix fois et le tribunal avec et les journalistes
itou, je m'en fusse foutu, absolument, infiniment, délicieusement,
n'empêche que j'eus l'inconscience de me délivrer dans
l'oreille de Reilhac d'une vérité éternelle, à savoir que les aveux
des accusés devant n'importe quel tribunal n'ont jamais rien
prouvé !

Je n'ai dû mon salut, je vous le jure, qu'à la disposition des
lieux et à ma promptitude à jeter la table et deux chaises entre
ses pattes — la maladie m'a enseigné l'économie des gestes —
et à m'enfermer dans un local sombre, humide et fort étroit.

Avec le temps, j'ai pu parlementer et on m'a laissé sortir. Il
y avait là, un décromate tréchien au nez comme aplati par une
citrouille. Il écartait les mains dans le geste persuasif des apôtres
en disant : « Mais moi, monsieur, les chambres à gaz, je
les ai vues à Dachau ».

J'étais ravi. Bravo ! lui dis-je. Je vais l'écrire à ce triste conneau de Rassinier, je lui dirai que la première personne à qui
j'en ai parlé les a vues lui-même et peut donner son nom. L'incident est clos.

J'écrivis à Rassinier qui me répondit par retour : « Dites à
votre G..., et sur le ton le plus affirmatif, qu'il n'a jamais vu
fonctionner la chambre à gaz de Dachau pour asphyxier. De
retour en France, il a peut-être vu la photo publiée par tous les
journaux. Mais, pendant son séjour au camp, il n'a pu voir que
l'écrivain « Achtung ! Gaz ! Gefahr ! » et c'est tout. »

Je soumis, de loin, le texte à G... et celui-ci, qui était dans un
de ses bons jours, me dit, onctueux : « Je ne l'ai, en effet, pas

vue moi-même, mais c'est Michelet qui m'en a parlé et il m'a
même dit : « Ils sont en train de l'agrandir ».

Il ajouta, décidément guilleret, ce détail croustillant : « Il
avait trouvé, Michelet, une belle planque au camp, les Allemands
n'ont jamais su quel personnage important il était, pensez qu'ils
l'avaient arrêté seulement pour leur avoir vendu de l'épicerie
trop cher ! »

Chercher la petite bête dans les informations inexacts qui
ont été écrites sur les camps n'est donc pas, en notre siècle, un
travail scientifique ordinaire. Le chercheur, aussi consciencieux
soit-il et de quelque façon qu'il s'y prenne, aura l'air de tra-
veller pour les nazis. La faute en est aux premiers fabulistes,
à ceux qui ont rendu le mensonge possible et l'ont cru néces-
saire à la justice de leur cause, comme si une cause juste pou-
vait avoir besoin de mensonge...

La recherche de cette vérité de nos jours fait hurler — voyez
Bardèche arrêté pour avoir douté de l'auguste tribunal de Nu-
remberg. Est-ce à dire que l'on doive jeter un voile éternel sur
la question ? Jamais de la vie, il faut s'y prendre autrement et
savoir gré à Rassinier d'avoir attaché un grelot dangereux.

...Rassinier établit d'une façon étonnante que les responsables
des camps, la Haftlingsführung ou bureaucratie concentration-
naire, cette élite de déportés qui nous a fourni nos gouvernements,
nos censeurs, nos patriotes et nos juges, constitue la plus prodi-
gieuse collection de fripouilles de l'Histoire.

C'est le triomphe du hideux salaud...

Ces grands politiques, ces surhommes, se sont mis à la dis-
position des nazis pour faire régner l'ordre dans les camps,
pour matraquer leurs frères d'infortune, pour conserver leurs
planques, leur filon, leur fromage.

Tous les bobards à la Rousset pour nous faire croire qu'il
s'agit là d'une chose toute nouvelle, une création de l'univers
concentrationnaire, spontanément éclos entre les barbelés vers
40-45, est un effort pour justifier une très vulgaire espèce de
coquins.

La délation et la platitude ont toujours existé dans les
bagnes, dans les chiourmes, sur les galères, mais autrefois les
criminels n'avaient pas eu l'idée géniale de s'en prévaloir pour
devenir ministres.

... On oublie que l'infâme tornade qui a saccagé l'Europe est
née des patries agressives.

La patrie, il faut la faire passer tout doucement, avec de
grandes précautions, sur le plan de l'Europe entière, et cela ne
va pas être facile, il faudra d'abord rassurer, il faudra passer
son temps à rassurer. Montrer que les unions franco-allemandes
ne visent personne, mais invitent tout le monde. Et la présence
pour moitié (pas moins) de la France est seule capable d'apaiser
les Etats d'Europe plus petits qui ont gardé méfiance des
Teutons.

Est-ce là une vision d'avenir ? Vous savez bien que non. C'est
platement banal. Voilà des siècles qu'on en parle. Mais alors, il
faut faire la lumière sur les questions irritantes, il faut débrider
les plaies infectées, et la littérature concentrationnaire est une
de ces plaies.

... Il faudra que ce livre ait pour conséquence la formation
d'une équipe de loyaux prud'hommes pas rendus fous par les
bobards et les passions, capables d'écartier sec tout ce qui n'est pas
vérité vraie, de taille à s'abstraire, à se déguiser en Martiens, à
s'imaginer qu'ils sont d'une autre planète, et à ne récolter que de
l'incontestable.

... La tentative de Rassinier n'est pas seulement un mouvement
d'historien, un réflexe d'homme libre, c'est aussi un acte qui
s'inscrit dans nos tâches les plus ingrates. L'Europe doit se faire,
elle ne se fera pas avec les nazis ou les antinazis également
fanatisés, elle se fera avec le tiers parti, avec le fond solide du
bon paysan qui ne veut emm... personne et qui veut que per-
sonne ne l'emm...

Ça fait du monde.

Vous allez me dire que voilà encore de vilaines expressions,
je regrette, j'ai beau chercher, je n'en trouve pas d'autres.

Albert PARAZ.
(Extraits de la Préface.)

DU MEME AUTEUR :

Passage de la ligne

Aux Editions Bressanes, à Bourg-en-Bresse
200 pages : 300 fr. ; franco : 330 fr.

En réimpression.

« Déposition saisissante à l'heure où les camps de concentration, devenus moyen de gouvernement, se multiplient dans le monde. » (Franc-Tireur.)

« Le réquisitoire objectivement circonstancié d'un pacifiste et d'un socialiste internationaliste... Le premier témoignage froidement et calmement écrit, contre les sollicitations du ressentiment et de la haine imbécile ou chauvine. » (La Révolution prolétarienne.)

« Paul Rassinier, en nous rapportant ces choses, n'enfle pas la voix. Il les dit simplement. Plus encore : il les dit sans haine. Et c'est peut-être par là que ces souvenirs de bagnes se distinguent le plus de tous les autres. »

J.-B. SEVERAC (La République libre.)

« Lucide, intransigeant, terriblement honnête, Rassinier poursuit une série de tableaux cruels et vrais, des photographies d'une justesse, d'une exactitude qui étonnent tout au long du récit. Bourreaux comme concentrationnaires passent au crible de sa raison toujours présente. Il compare les deux états avec un esprit critique toujours froid. » (Le Populaire-Dimanche.)

« Le sujet n'est pas neuf. Ce qui l'est, par contre, ce sont les explications données, le seul souci d'objectivité dans l'exposé des faits, l'absence de littérature de propagande, la présence de jugements qui semblent, après inventaire de l'univers concentrationnaire, valables même lorsqu'ils ne sont pas modérés, parce qu'exprimés en tenant compte des mobiles, de la fatalité du crime et d'un partage des responsabilités que personne, jusqu'ici n'avait cherché à établir. On décide — rétrospectivement — que *La dernière Etape* était un film imbécile ou raté en songeant, en face de certaines notations brèves aux effets acérés de Paul Rassinier, aux images saisissantes qu'en tirerait la caméra. *La dernière Etape*, c'était la propagande ; *Passage de la Ligne*, c'est la réalité, qui n'est pas systématique, mais contradictoire et percutante. » Robert PERNOT (Paroles françaises.)

« L'auteur a su garder la plus pure objectivité dans ces pages qui nous livrent enfin une interprétation humaine d'un phénomène qui ne se situe que trop normalement dans le cycle habituel aux frénésies guerrières. À lire et à faire lire pour déburrer les crânes. » SERGE (Défense de l'Homme.)

« Une mise au point discrète à certains témoignages où la passion politique, la haine ou le ressentiment l'ont trop souvent emporté sur l'objectivité. » (Le Progrès de Lyon.)

« *Passage de la Ligne*, de Paul Rassinier, ajoute un document à tous ceux que nous connaissons, avec cette originalité qu'au lieu de s'en prendre à ses bourreaux, c'est à la pratique même des camps de concentration qu'il s'attaque et à toutes les basseesses qu'elle engendre. Il ne parle que de ce qu'il a vu, de ce qu'il a enduré, et il en parle avec une émouvante bonne foi. » (Parisien libéré.)

« Ce qui ajoute à ce récit qui prendra sa place à côté de ceux de David Rousset et d'Eugen Kogon, ce sont les trois croquis du camp, un schéma de la hiérarchie, et surtout une série absolument étonnante d'articles cueillis dans les journaux de 47-48 et qui visent à démontrer, sans commentaires, que les horreurs des camps allemands ne sont pas un fait unique — que partout, dans ce monde, les S.S. ont fait et font encore des adeptes, que ces invraisemblables nouvelles des abîmes du sadisme nous arrivent de tous les horizons et spécialement des plus inattendus ou des plus volontairement oubliés. » (Le Libertaire.)

« Le document qui manquait à la collection littéraire sur les camps de concentration. » (Ecole libératrice.)

« Importante mise au point après tant de rodomontades communistes ! »

« Ce livre est un livre rare. Il est rare parce qu'il est un témoignage très fort dans sa nudité, parce que la sincérité de ses accents est frappante, parce que Rassinier a passé la ligne au-delà de laquelle la haine n'a plus de sens. Vous sortirez de sa lecture maudissant seulement la servilité, l'imbécillité, le fanatisme, la haine et la guerre. C'est donc un livre bienfaisant et fondamentalement humain... »

J. CARREZ

(Bulletin du Syndicat des Instituteurs du Doubs.)

MM. LES LIBRAIRES sont informés que les Editions Bressanes assurent elles-mêmes leur propre distribution, ce qui leur permet de produire un livre de bibliothèque d'une facture impeccable et très bon marché. Pour paraître prochainement (en réédition illustrée) :

Le Lac des Songes *d'Albert PARAZ*

« Ce Rassinier pousse l'objectivité à la provocation. Il assure qu'il n'y avait pas de chambre à gaz à Dora, ni à Buchenwald. Et puis non, je n'ose pas dire jusqu'où il va, c'est du délire et ça ferait pleurer tous les Mauriac. »

Albert PARAZ

(Valsez, Saucisses, chez Amiot-Dumont.)

« Un livre bien écrit, et où l'esprit de vérité domine sans faille, toute vaincre imagination, tout faux lyrisme, la partialité politique et la haine. »

(L'Européen.)

Sous le titre « *Un nouvel humanisme est-il en marche ?* »

Albert PARAZ

« Albert Paraz est une de ces manifestations de l'esprit français comme on en rencontre dans notre histoire une fois tous les cent ans.

« Phénomène turbulent, truculent, terriblement explosif, doué d'une imagination intense, maniant le paradoxe ainsi qu'une mitrailleuse, il est de ces écrivains qui résistent à toute tentative de classification.

« Avec un tel tempérament, avec un bagage littéraire important, Paraz sera demain l'écrivain le plus lu du monde entier ou, si les gouvernements comprennent le sens de ses propos à la dynamite, de ses boutades atomiques, un écrivain mondialement interdit. »

Noël BAYON.

« Fougueux, explosif, rageur, rabelaisien, anarchiste et héritier de Céline, Albert Paraz est un écrivain volcanique. Chacun de ses livres est une éruption, voire une explosion atomique. »

Jean-Jacques HAUWUY.

(La Bataille.)

« Albert Paraz est partisan contre les partisans, fanatique contre les fanatiques, résistant contre les résistants, libéral contre les libéraux.

« Inutile de chercher des références dans la littérature pour définir ses livres. Il faut les prendre fulminantes, dans le domaine des bouches à feu. »

François SAUVAGE.

« Chaque matin, la presse ou la radio nous apporte une nouvelle qui nous fait dresser les cheveux sur la tête. En voici une :

« L'éditeur du *Gala des Vaches*, d'Albert Paraz, l'annonce en ces termes : « Dans ce livre, Céline reprend la parole ! » Je ne veux pas faire de commentaire, la nouvelle est assez éloquente comme cela ! »

(La Bourgogne républicaine.)

« *Le Gala des Vaches* est une séquelle lointaine mais directe de Stendhal, de Samuel Pepys, de Montaigne, voire de Maine de Biran. »

André THÉRIVE.

« ...Ce *Saucisse* me paraît bien meilleur que tous les précédents. Plus architectural, pas bizarre pour le plaisir de l'épate, vers le classique, juste costaud, pas un gramme de oiseux. Tout dans l'estomac, ça pèse. »

L.-F. CÉLINE.

« Votre bouquin pète la vérité. C'est les pensées secrètes de chacun quand les gars ont quelque chose là. C'est du Michel-Ange et du Jules Renard, une fresque géante de la connerie humaine, avec des réprouvés, des infirmes, des anges pédérastes. Le son de ce bouquin est extraordinaire. On ne lit pas une œuvre de cette qualité en dix ans. Il y a des tas de gens que ça doit rendre enragés. »

Paul REBOUX.

« Choses curieuses, les grands romans d'Albert Paraz : *Remous* et *Vertiges*, ne font pas un seul moment penser aux romans américains. Dans la peinture des sentiments les plus vifs et les situations les plus périlleuses, il apporte le naturel, l'aisance des romanciers français du XVIII^e siècle, du Diderot de la Religieuse, de Laclos et même de Sade. »

Roger GIRON.

« *Le Gala des Vaches* est un livre exigeant. Il exige tout de vos amis. J'ai beau compter, je ne trouve pas plus de dix lecteurs qui soient dignes de ce pathétique bouquin et de sa colère. »

Blaise CENDRARS.

« *Valsez, Saucisses* est un livre à ne pas mettre entre toutes les mains — il faut bien le dire — car son souffle puissant embrase ; mais on est contraint de reconnaître qu'il nous fait toucher du doigt des plaies dont nous souffrons tous. »

Robert GAILLARD.

L'œuvre d'Albert PARAZ : Bitru (1936) — Barrières (1938) — Le Roi tout nu (1941) — L'Arche de Noé (Ed. Denoel, 1946) — Le Poète écarteré (Maréchal, 1946) — Le couteau de Jeannot (Pavé, 1946) — Le Lac des Songes (Bateau Ivre, 1947) — Remous (Id., 1947) — Vertiges (Id., 1948) — Le Gala des Vaches (Elan, 1948) — Valsez, saucisses (Amiot-Dumont, 1950)

A l'écran : « L'Arche de Noé », tiré de « Bitru » (1946).